

Montpellier, le 18 avril 2021

Communiqué de presse, Section LDH de Montpellier  
Visite de Emmanuel Macron à Montpellier le 19 avril 2021

Macron, Président de la République, Darmanin, ministre de l'Intérieur, Delafosse, Maire de Montpellier. Même combat ?

Au lendemain de la manifestation initiée par le collectif « Danger Sécurité Globale » contre la loi du même nom, nous apprenons la visite du président de la République pour ce lundi 19 avril. Annoncé dans de nombreux médias, le thème de cette venue est la « sécurité au quotidien ». Il est vrai que M. le Maire est devenu « monsieur sécurité », d'ailleurs, certains médias n'hésitent pas à lui prédire un destin de ministre de l'Intérieur.

En fait, autour de ce buzz, il est question de renforcer la « surveillance » des Montpelliérains avec l'installation supplémentaire de 25 nouvelles caméras dites de « vidéo-protection ». Nouvelle appellation pour nous faire croire que l'on veut nous protéger. Mr le Maire, pour masquer le côté sécuritaire, vous avez nommé un adjoint « délégué à la tranquillité »... Ce projet a un coût de 400 000 euros et il y aura plus de 330 caméras sur la ville !

La Ligue des Droits de l'Homme précise au passage que Mr le Maire n'a pas honoré une promesse de campagne à son égard. Il s'était engagé à nous concerter avec d'autres partenaires sur le projet appelé à l'époque vidéo surveillance.

On peut ajouter à cela la surveillance par drones prévue par l'article 22 de la loi « sécurité globale ». Drones que l'on verra à partir du mois de juillet prochain survoler au-dessus de nos têtes et nous filmer, avec fichage à la clé, conformément à la loi votée par le parlement ce 15 avril.

S'y ajoute le renfort de policiers supplémentaires avec la possibilité de garder leurs armes en permanence, et l'armement généralisé des polices municipales, ce qui est déjà le cas à Montpellier.

Lors de l'annonce du premier confinement, le chef de l'État a martelé « *nous sommes en guerre* ». Prenez garde, Mr le Maire, avec cette visite, que cette « guerre » sanitaire ne prenne un autre sens « sécuritaire ».

En conséquence, le seul message que nous ayons à faire passer est : levée de l'état d'urgence et arrêt de cette course au tout sécuritaire.

Mr le Maire, reprenez-vous !

LDH Montpellier